

Vucic à Michel sur le Kosovo : oui aux compromis, non à l'humiliation

UE Les relations Belgrade-Pristina, nœud gordien de toute la région

- Le Premier ministre a pris le pouls de Belgrade.
- La normalisation des relations avec le Kosovo est une exigence absolue des Européens pour que la Serbie puisse adhérer à l'Union européenne.

BELGRADE

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

L'épineux dossier du Kosovo, mini-quasi Etat et méga-controverse au cœur de la « poudrière » des Balkans, s'est retrouvé au centre des longs entretiens que le chef du gouvernement belge a eus, lundi soir et mardi à Belgrade, avec le président serbe Vucic et sa Première ministre Ana Brnabic. Oui « *aux compromis* », non « *à une solution humiliante pour la Serbie* », a résumé Aleksandar Vucic aux côtés de Charles Michel, dans l'imposant palais qui sert de bureau au président.

« *Merci à Charles Michel, a poursuivi le président serbe, d'avoir écouté ce que nous ressentons, éprouvons, alors que la Belgique a reconnu l'indépendance du Kosovo* ». Cette province très majoritairement albanophone de Serbie a largué les amarres il y a dix ans, avec les encouragements des Etats-Unis et d'une partie de la communauté internationale – et la très ferme réprobation de Belgrade... et de Moscou, transformant ce territoire-confetti en enjeu géostratégique majeur. Et en casse-tête pour l'Union européenne, dès lors que cinq des Etats membres de l'UE ne reconnaissent pas non plus l'indépendance du Kosovo, Espagne en tête, hantée par le séparatisme catalan...

La Serbie oscille entre un tropisme pro-européen de raison et un attachement émotionnel avec la Russie

Le Premier ministre belge ne s'est dès lors pas privé de phosphorer avec son interlocuteur pour voir comment favoriser une normalisation des relations entre la Serbie et son ex-province, auto-proclamée indépendante en février 2008. Une « *proposition* » a été émise, selon Vucic ; « *des pistes possibles, certaines idées* » ont été avancées, selon Michel. Par exemple, selon nos informations, en impliquant davantage et à temps plein une personnalité européenne chargée de forger un compromis entre les deux parties. Un peu à la manière d'un Michel Barnier pour le Brexit.

C'est que Belgrade, qui négocie son adhésion à l'UE depuis 2014, doit impérativement s'entendre avec Pristina dans un « *document juridiquement contraignant* » sur une « *normalisation complète* » de leurs relations avant de pouvoir intégrer le « club ». Pour le Kosovo, il s'agirait d'une reconnaissance en bonne et due forme de son indépendance. Refus catégorique, à ce stade, de Belgrade ! La « *créativité* », on le voit, sera de mise pour arriver à un compromis.

Entre-temps, la Commission européenne a souligné, la semaine dernière dans son rapport annuel sur les pays candidats à l'adhésion à l'UE, que la « *Serbie doit faire des efforts supplémentaires* » en vue de la normalisation des relations avec le Kosovo – un engagement identique est exigé de Pristina, qui reste relégué au statut de « *candidat potentiel* » à l'UE, quand la Serbie

négocie déjà 12 des 35 dossiers qui saucissonnent les pourparlers d'adhésion, dont les délicats chapitres « *droits fondamentaux* » et à « *justice* ». L'exécutif communautaire a également critiqué l'élection présidentielle de 2017, avec un « *terrain de jeu* » un peu trop favorable à l'homme fort Vucic, souvent présenté comme un ex-faucon nationaliste devenu pro-européen...

Aleksandar Vucic ne cache pas que cette « *normalisation* » des relations avec Pristina constitue « *l'obstacle le plus fort* » sur la route de la Serbie vers l'UE. « *Mais nous sommes prêts à trouver des compromis* », assure le président serbe, qui ajoute que ceux-ci doivent venir « *des deux côtés !* ». Or, juge-t-il, Pristina n'a rien fait, ou si peu, et la Serbie est en position de faiblesse par rapport, « *non pas aux Albanais, mais à l'Amérique* », qualifiée de « *protecteur* » du Kosovo. Réaliste, Vucic sait qu'il ne faut « *pas compter sur une solution maximaliste pour la Serbie. Mais on ne peut accepter une solution humiliante* ».

C'est dans ce contexte troublé, où l'on redoute toujours qu'une étincelle remette le feu à la région, que Charles Michel a poursuivi son périple de 24 heures dans les Balkans, entamé lundi en Albanie. Le traumatisme des bombardements de l'Otan sur Belgrade en 1999, à la fin de la guerre avec les séparatistes albanais kosovars puis la chute du régime Milosevic, reste vivace.

La Serbie oscille toujours entre un tropisme pro-européen de raison et un attachement émotionnel avec la Russie (pour l'Histoire, la religion orthodoxe, le soutien sur le Kosovo, le gaz). Or la Serbie est aussi priée d'ali-

gner progressivement sa politique étrangère sur celle de l'UE – ce qui devrait conduire Belgrade à imposer à son tour des sanctions contre le Kremlin pour l'intervention en Ukraine. Le choix « *stratégique* » de la Serbie pour l'UE ne devrait cependant pas empêcher Belgrade de maintenir une relation « *significative* » avec la Russie, juge Michel. ■

PHILIPPE REGNIER

ÉLARGISSEMENT DE L'UE

2025, ce n'est pas une date-fétiche

Dans une « *stratégie* » publiée en février censée remettre à l'ordre du jour la « *perspective européenne* » pour les six pays des Balkans occidentaux, la Commission fait miroiter l'horizon 2025 pour l'adhésion de la Serbie (et du Monténégro, voire de la Macédoine et de l'Albanie). Le timing avait été fraîchement accueilli par les ministres des Affaires étrangères de l'UE, peu après. Le sujet sera rediscuté lors d'un sommet avec les Balkans, toujours à Sofia, le 17 mai, où le dossier du... Kosovo promet déjà de faire des vagues : l'Espagne de Mariano Rajoy s'opposerait à une déclaration conjointe, si Pristina y est associée. Pour Charles Michel, 2025 ne doit pas être une date-fétiche : « *Ce qui compte, ce sont les réformes, celles pour rendre l'UE plus solide et celles entreprises par ces pays* ».

PH.R.